Le temps presse... l'implacable vérité de l'Histoire situera la lourde responsabilité de tout un chacun

Hamid Oussedik, ancien fonctionnaire de l'Unesco

L'analyse des attentes de plus en plus fortes de la société, la profonde et persistante crise multidimensionnelle que vit l'Algérie, les successives mises en garde faites par des voix autorisées et respectées montrent clairement que le système actuel s'est enkysté, voire dans l'impasse. L'actuel contexte interne et régional ne peut se contenter d'un mode de gouvernance dont le souci principal semble être la dissociation du champ politique, des revendications sociales. L'indispensable changement ne pourra advenir sans la jeunesse et encore moins à son insu. L'on ne peut continuer à nier la désespérance ni à ignorer impunément les espoirs d'une jeunesse marginalisée et désabusée.

Les Algériens perçoivent, par-delà la dure réalité quotidienne, les bouleversements et les enjeux actuels dans la région et dans le monde.

Ils savent également qu'une partie de leurs problèmes est due à la crise internationale, mais pas seulement. L'ordre ancien a trouvé ses limites et ne peut en aucune façon perdurer ou subir une simple régénération.

Aucun pays, si puissant soit-il, ne peut avancer seul. L'interdépendance des nations et des peuples qui composent la planète est devenue patente. Le village planétaire est en passe de devenir réalité.

L'avenir de l'Algérie et les dangers qui la guettent imposent à toutes et à tous, sans exception, d'écouter la voix de la sagesse et de bannir la surenchère et les discours dilatoires. Comment croire sérieusement que l'Algérie continuera à rester à l'écart de l'onde de choc qui a secoué la région ? Comment croire que l'on peut indéfiniment continuer à retarder un débat loyal et sincère autour d'une nouvelle définition de l'organisation politique et institutionnelle en Algérie ? Qui peut croire que la jeunesse algérienne restera longtemps en marge du monde arabe qui «traverse actuellement une période historique absolument essentielle, car pour la première fois depuis la phase des luttes anticoloniales, il s'inscrit de nouveau dans le sens de l'histoire et ce, dans la mesure où, de plus en plus, y circulent et prennent racine des dynamiques sociales significatives procédant de logiques intellectuelles et symboliques ouvertes sur l'universalité, notamment celles relatives à l'Etat de droit et aux droits de l'homme… Les valeurs de liberté, de dignité, de respect des droits de l'homme ne sont en aucun cas «occidentales» car elles ont leur pendant dans toutes les cultures du monde et il nous appartient de trouver dans la nôtre les ingrédients nous permettant de leur redonner toute la légitimité sociale endogène qui doit être leur». (Voir l'excellent article de N. Safir, *Soir d'Algérie*, 11 septembre 2011). Trop longtemps oubliée ou négligée, la dimension humaine s'impose à nouveau comme la référence et la finalité. Le citoyen réapparaît sur «la scène» avec ses impondérables, ses failles et ses grandeurs.

Agir sérieusement

L'exaspération et le ras-le-bol général font que des bouleversements importants et rapides peuvent survenir à tout moment. Dialoguer de l'ensemble des points, avec exigence et respect, sans surenchère ni démagogie, aidera l'Algérie à ne pas sombrer dans une crise au parfum de haine, de sang et de règlements de comptes. Agir sérieusement pour instaurer une bonne gouvernance, assurer le respect des droits humains, permettre l'émergence de véritables partis politiques réellement implantés dans la société, cesser d'empêcher des formations politiques représentatives et crédibles de fonctionner normalement, respecter une réelle compétition politique et l'alternance du pouvoir seraient une véritable alternative propre à renforcer l'Algérie tant au niveau national qu'international. Comment prétendre à un véritable développement durable, préparer l'avenir de nos enfants et l'après-pétrole sans commencer par bannir l'autoritarisme, le régionalisme, le clientélisme et l'incompétence.

Le sens de l'Histoire impose à l'Algérie de s'adapter non seulement aux défis externes liés aux événements mondiaux, mais également aux défis internes en améliorant toujours davantage ses objectifs stratégiques, ses modes opératoires et son fonctionnement. Par-delà les raisons objectives et avérées, les critiques ne peuvent être adressées uniquement au pouvoir.

Le refuge dans une «bulle virtuelle» est loin d'être de son seul apanage, tant nombre de raisons sont à imputables aux partis, à la société civile, qu'au pouvoir. Il s'agit de rebâtir le lien social et le rôle du citoyen à travers un processus marqué d'abord par un véritable dialogue politique, loyalement organisé, serein, sans exclusive, ni arrogance, afin de parvenir à une véritable feuille de route d'union nationale.

Toutes les citoyennes et tous les citoyens devraient pouvoir apporter leur contribution. Ils seront utiles en commençant, d'abord, par unir leurs efforts pour veiller aux intérêts légitimes et supérieurs du pays. Cela commence par un engagement clair de respecter toutes les valeurs républicaines, de renforcer l'instauration d'un véritable Etat de droit, de lutter contre l'intolérance, de surmonter pacifiquement les obstacles et divergences. La compréhension entre les êtres humains est une condition préalable à la justice, à la paix et au respect de la dignité. Ne nous méprenons pas, le redressement sera un travail de longue haleine qui, certainement, sera ponctué d'étapes difficiles. L'éloignement des habituels parasites et troubadours politiques, toujours en quête d'utilité, renforcera à coup sûr la crédibilité et les chances de réussite du processus de rénovation, l'objectif principal sera le renforcement des capacités nationales. C'est à ce prix que l'on pourra éviter à l'Algérie de très graves dangers, voire le chaos et la barbarie qui la menacent.

Pour s'indigner, pour crier son refus, il faut avoir conservé la capacité de s'émouvoir. C'est à ce titre qu'il est impossible, voir dangereux, de garder le silence face à l'atonie qui semble frapper l'Algérie tant au niveau national qu'international.

L'influence et le rôle de L'Algérie semblent se réduire de jour en jour... Il n'y pas si longtemps, la compétence et l'expérience de ses diplomates et représentants étaient reconnues dans le monde et faisaient notre fierté et celle de tout le continent africain, en particulier. Un climat délétère qui n'a que trop duré, la régression de la voix de l'Algérie dans le monde et une sorte de paralysie ambiante sont insupportables et nous inquiètent légitimement. Beaucoup d'entre nous s'interrogent. Comment être heureux devant le malheur qui nous entoure ? Comment se réjouir en pensant à l'avenir ? Nous sommes aujourd'hui face au défi de notre survie, à celui de notre devenir dans le processus de la mondialisation et de notre existence citoyenne au troisième millénaire.

La raison principale de l'ingouvernabilité est l'exclusion. C'est seulement dans un contexte de démocratie réelle que pourront s'opérer les changements urgents auxquels nous aspirons comme nous l'enseigne l'expérience de certains pays africains et d'Amérique latine.

Une Algérie nouvelle

Il est temps de consacrer nos forces, toutes nos forces au service d'une Algérie nouvelle, une Algérie capable de relever, comme par le passé, les défis. Analysons sans sectarisme les causes profondes des problèmes qui minent l'Algérie et agissons avec résolution et courage pour les régler ou les prévenir. Bâtissons un Etat de droit, veillons au respect de la règle et renonçons à une forme de culture de la violence de plus en plus envahissante.

Cessons d'admettre une forme d'indiscipline généralisée qui doit être l'affaire de l'Etat et non du gouvernement, de la responsabilité pas seulement de quelques dirigeants mais de toute la société. Bannissons le régionalisme, le clientélisme et le double langage afin de tarir les «épanchements chuchotés» dont WikiLeaks nous a abreuvés. Il ne suffit pas de dénoncer les maux : l'heure est à l'action. Il ne suffit pas de nous scandaliser : il faut réagir, chacun dans la mesure de ses moyens. Commençons par réapprendre d'abord le sens de la civilité, du civisme et de la solidarité, pour que les Algériennes et les Algériens ne soient pas de simples individus juxtaposés mais un ensemble de femmes et d'hommes capable de dialoguer franchement, de s'écouter avec respect et de parvenir à un nouveau contrat social. Tous les droits de l'homme doivent être pris en compte ! particulièrement celui qui conditionne tous les autres : le droit à la paix, le droit à la vie et de sa dignité.

Faut-il encore rappeler, à ce titre, que le degré de civilisation d'une société est lié à la place qu'y occupe la femme. Rejetons les approches manichéennes et schizophréniques qui font croire qu'il y a d'un côté des vertueux irréprochables et de l'autre ceux qui sont toujours dans l'erreur. Réapprenons à rêver d'un monde meilleur en étant conscients de l'énormité des défis. Affrontons ces défis en refusant de quitter ce rêve quels que soient les difficultés et le pessimisme de l'époque. Le grand poète portugais Pessoa observe «que c'est parce qu'elle est située très haut que la lune se reflète également dans les plus grands lacs et les plus petites flaques». Dans son discours du 15 avril 2011, le président de la République a suscité un espoir et une forte attente en appelant l'ensemble des citoyennes et des citoyens «à apporter leur soutien pour le renouveau de notre pays et la réalisation des ambitions de notre peuple, au développement dans un climat de liberté, de paix et d'entraide». La sincérité, la lucidité et le courage aidant, ce serait une réelle page d'espoir et une occasion historique de parvenir à une nouvelle vision stratégique, à une véritable transition tant au niveau national, maghrébin, qu'africain. Une vision qui renoue avec l'histoire séculaire de l'Algérie et l'esprit du congrès de la Soummam qui se voulait fondateur d'un Etat souverain et démocratique.

Une Algérie qui soit à la hauteur des défis du troisième millénaire. Le temps presse, l'implacable vérité de l'Histoire situera la lourde responsabilité de tout un chacun.

H. O.